

Entretien avec M. Rakovsky sur la politique russe

Christian Rakovsky

Source: «Manchester Guardian», mercredi 4 novembre 1925, p.10. Traduction et notes MIA.

M. C. Rakovsky, qui a été Chargé d'Affaires de la Russie à Londres au cours de ces deux dernières années – le statut d'ambassadeur étant suspendu jusqu'à ce que les relations soient pleinement rétablies et normales – m'a fait quelques déclarations importantes sur la politique russe actuelle. Il revient de Moscou, où il a passé quelques jours, et ses déclarations sont donc d'autant plus importantes.

Effets de Locarno¹

Je lui ai d'abord demandé son point de vue sur la Conférence de Locarno, et en particulier d'expliquer si le gouvernement russe adopte une attitude négative à son égard et, si oui, pour quelle raison ; s'il considère que la Conférence de Locarno rend caduc le traité de Rapallo² entre l'Allemagne et la Russie soviétique et quelle serait la conséquence générale des accords de Locarno pour la Russie.

« Il n'y a bien sûr (*répondit-il*) aucune contradiction formelle entre les accords de Locarno et de Rapallo. Le traité de Rapallo était un accord ordinaire établissant la paix et l'amitié entre deux pays qui avaient le plus souffert de la guerre mondiale. Il n'établit en aucune manière une alliance entre ces deux pays, chacun conservant sa totale liberté d'action.

Il est vrai que le traité de Rapallo aurait pu être le point de départ d'un « rapprochement » politique et économique plus intime entre l'Allemagne et la Russie soviétique, mais comme l'Allemagne s'est désormais liée par des obligations plus étroites à l'égard d'un autre groupe de puissances, la question se pose naturellement de savoir quelle influence cela peut avoir sur les relations germano-russes. Il ne faut cependant pas oublier que les relations entre États ne sont pas simplement conditionnées par des formules conventionnelles, mais par les intérêts réels qui les unissent, et il est impossible de dire à l'heure actuelle quelles formes prendront dans ce sens les relations entre l'Allemagne et la Russie. »

Un fossé entre l'Allemagne et la Russie

« Vous connaissez les déclarations répétées de [Luther](#) et de [Stresemann](#) selon lesquelles Locarno ne s'opposerait pas à l'amitié germano-russe. Vous n'êtes pas sans savoir également qu'à la veille de la

1 À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». Cinq traités sont en réalité signés par lesquels l'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

2 Traité conclu le 16 avril 1922 entre le gouvernement soviétique et l'Allemagne à Rapallo (Italie), en marge de la Conférence de Gênes. Le traité prévoyait le rétablissement des rapports diplomatiques entre les deux pays et la renonciation réciproque aux indemnités de guerre. Le gouvernement allemand renonçait également à exiger la restitution aux anciens propriétaires allemands des entreprises nationalisées par le gouvernement soviétique. La conclusion du traité signifiait l'effondrement des tentatives des impérialistes anglo-français pour créer un front unique des pays capitalistes contre la Russie soviétique.

conclusion des accords de Locarno, un accord commercial germano-soviétique a été conclu et, enfin, que les banques allemandes ont accordé aux banques d'État russes un crédit de 100 millions de marks-or pour l'achat de produits de l'industrie allemande. Si l'application des accords de Locarno devait à l'avenir dépendre exclusivement de l'Allemagne, on pourrait supposer qu'il n'influencerait en rien nos relations mutuelles. Mais en réalité, la politique que l'Allemagne sera obligée de poursuivre à notre égard ne dépendra pas seulement de sa propre volonté.

Nous sommes étonnés de l'interprétation donnée à l'accord de Rapallo dans d'autres pays, notamment en Grande-Bretagne. Nous ne pouvons naturellement qu'être troublés lorsqu'un membre du gouvernement britannique déclare que l'accord de Locarno constitue un instrument de défense contre l'Union soviétique et que le service le plus important rendu par cet accord est le fossé qui s'est creusé entre l'Allemagne et la Russie. Notre presse n'a également pas d'autre choix que de protester avec fermeté lorsqu'un journal britannique publie un article dans lequel l'accord de Locarno est qualifié de *'moyen de défense de la civilisation contre son pire ennemi : l'État soviétique'*. Une telle interprétation de l'accord de Locarno a été tout naturellement critiquée par [M. Tchitchérine](#) et par notre presse. »

Diverses interprétations de Locarno

« Bien entendu, je sais que des déclarations d'une autre nature ont également été faites, notamment de la part du responsable de la politique étrangère britannique, [M. Chamberlain](#), qui a déclaré que *'si deux États concluent un accord à l'amiable, cela ne signifie en aucun cas que cet accord soit dirigé contre un État tiers.'* De tout cela, nous ne pouvons tirer qu'une seule conclusion : ici en Grande-Bretagne, sans parler des autres pays, l'objectif de l'accord de Locarno est interprété de diverses manières. Il est de notre devoir, dans l'intérêt de notre propre pays, de tenir compte également de l'interprétation la moins favorable.

Personnellement, je ne pense pas que les accords de Locarno puissent, du moins dans un avenir très proche, devenir le point de départ d'une politique antisoviétique active. Je dis cela parce qu'il me semble que si l'on utilisait ainsi l'accord de Locarno, cela signifierait le dépouiller de tout ornement pacifiste, confirmant ainsi devant le monde entier que Locarno n'était pas un moyen de renforcer la paix universelle, mais seulement un nouveau pas vers l'organisation d'une nouvelle guerre. »

La politique russe en Chine

J'ai ensuite demandé à M. Rakovsky s'il pouvait faire une déclaration sur la politique russe en Chine et dans d'autres pays d'Asie, ce sujet étant communément considéré comme le principal obstacle à la reprise de relations normales entre la Grande-Bretagne et la Chine [lire : la Russie] à l'heure actuelle.

« Je suis d'accord », *a-t-il dit*, « que parmi les questions qui se posent entre les deux pays, la plus importante est celle de l'Asie, pas celle des dettes, qui concerne une fraction insignifiante du total des capitaux britanniques investis à l'étranger, ni celle de la *'menace communiste de Moscou'*, qui est amplifiée de façon disproportionnée. La véritable pierre d'achoppement, c'est l'Asie.

En premier lieu, je dois absolument démentir toutes ces accusations absurdes qui nous sont adressées sans mesure, selon lesquelles nous représenterions la civilisation asiatique par rapport à la civilisation européenne. Le cri de Guillaume II sur le *'péril jaune'* ne peut en aucun cas être invoqué contre nous. Quand on dit que nous sommes nous-mêmes un État asiatique et que la frontière de l'Asie commence à la frontière européenne de la Russie, cela montre simplement une ignorance totale du fait que les racines de notre puissance sociale et politique se trouvent en Europe.

Ces éléments de notre structure étatique n'ont pas été tirés de la philosophie de Confucius, ni des légendes de Bouddha et de Brahma, mais de l'histoire de la Grande-Bretagne, des enseignements de

[Robert Owen](#) et du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. Marx et Lénine ont tous deux puisé la plupart des éléments de leurs théories dans la salle de lecture du *British Museum*.

Il est fort possible que, si nous regardions parmi les discours des ministres tsaristes, nous y trouvions des passages dans lesquels ils déclarent que les plus grands malheurs de l'humanité ont été et sont encore pensés au *British Museum*. Rien ne justifie l'antagonisme supposé entre nous et la civilisation européenne. Si l'on peut nous accuser de quelque chose, c'est bien de vouloir appliquer aux relations avec les peuples asiatiques les mêmes principes que ceux que nous appliquons à nos relations avec les peuples européens. »

Le règlement avec la Grande-Bretagne

« Je dois cependant déclarer que nous ne considérons pas la question asiatique comme un obstacle insurmontable à l'établissement de relations tout à fait normales avec la Grande-Bretagne. Nous pouvons trouver un langage commun sur toutes ces questions, car qu'il s'agisse de l'Asie ou de l'Union Soviétique, ou qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, tous ces peuples ont un intérêt commun : celui de la paix, de l'amitié et de la coopération économique. Naturellement, la solution à une question aussi importante que la question asiatique ne peut être que le point culminant de la solution des autres difficultés, plus faciles à résoudre, qui subsistent entre nos deux pays. »

« *Et vos paysans ?* » demandai-je. « *Par suite de la propagande passée, considèrent-ils le système russe comme incompatible avec celui de l'État dit capitaliste ? En d'autres termes, les idées qui ont été inculquées au paysan russe constitueraient-elles un obstacle à la reprise des relations avec, par exemple, la Grande-Bretagne ?* »

« Notre paysannerie, *répondit-il*, a toujours été hostile à la question des dettes, même sous le tsarisme. Elle l'est encore plus depuis la guerre et l'intervention en Russie. Ils considèrent qu'au cours de la guerre mondiale et des guerres d'intervention, le sang qu'ils ont versé et la ruine de leur prospérité économique ont plus que payé toutes leurs éventuelles obligations internationales. Telle est la psychologie de notre paysannerie. Cela ne signifie pas pour autant que la paysannerie soit dépourvue de sagacité politique. Elle est naturellement prête à faire certains sacrifices pour liquider le passé, à condition que ces sacrifices lui assurent une aide économique pour la restauration de son économie nationale. »

Respect envers l'industrie britannique

« En ce qui concerne plus particulièrement leur attitude à l'égard de la Grande-Bretagne, nos ouvriers et nos paysans chantent dans l'une des chansons les plus populaires que *'les Anglais ont inventé les machines'*. Ils considèrent avec le plus grand respect la puissance industrielle de la Grande-Bretagne, particulièrement dans la période actuelle de notre développement économique, où nous nous efforçons, par l'introduction généralisée de machines, d'élever le niveau de notre industrie et de notre agriculture.

Enfin, nos masses laborieuses savent qu'au cours des sept dernières années, la plupart des malentendus et des conflits sont apparus entre nous et la Grande-Bretagne, et qu'en conséquence, un accord avec cette dernière serait des plus souhaitables, puisqu'un tel accord leur assurerait un développement pacifique ininterrompu. »

Interrogé enfin sur la politique qui a incité le gouvernement soviétique à l'envoyer à Paris et à faire venir M. Krassine à Londres, M. Rakovsky a répondu :

« Les ambassadeurs sont transférés d'un pays à l'autre, généralement pour leur permettre d'acquérir une plus grande expérience des affaires internationales. Un diplomate doit connaître plus d'un pays. En me rendant en France, je ne négligerai pas pour autant l'importance de meilleures

relations avec la Grande-Bretagne. Je quitterai votre pays avec les regrets les plus sincères. J'ai fait connaissance pour la première fois non seulement de la culture typiquement britannique, mais aussi de la culture anglo-saxonne. Je me suis fait des amis que je regretterai beaucoup de quitter et je n'ai aucune raison de me plaindre de mes relations avec le Foreign Office, bien que je ne puisse en dire autant d'une partie de la presse britannique.

Je regrette, bien sûr, que les efforts que j'ai déployés au cours des deux dernières années en vue d'une entente avec la Grande-Bretagne n'aient pas été couronnés d'un succès complet, mais la reconnaissance par la Grande-Bretagne de la Russie l'année dernière et les accords conclus entre nous, même si ces derniers n'ont pas été ratifiés, ont constitué un pas considérable vers l'établissement de relations plus étroites entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, et j'espère que mon successeur sera en mesure d'aller plus loin dans cette voie. »